

# Les villages mizrahi détruits par l'establishment israélien

*Depuis sa création, Israël a systématiquement effacé de la carte des centaines de villages palestiniens. Mais les Palestiniens n'ont jamais été les seules victimes de l'expansion israélienne. Voici l'histoire des communautés mizrahi effacées avant et après la création de l'État d'Israël*

Eitan Bronstein Aparicio – +972 – 28 décembre 2017



Une femme se confronte à un policier lors de l'éviction d'une famille dans le quartier de Givat Amal, à Tel Aviv, le 29 décembre 2014. La famille Cozihanoff a évincé huit familles de Givat Amal, au nord de Tel Aviv, avec l'aide de la police israélienne, sans que les familles ne reçoivent

une compensation adéquate, après une longue bataille judiciaire.

Il est bien connu que depuis les premiers temps de l'immigration sioniste en Palestine, la bourgeoisie israélienne et ses diverses branches ont détruit des centaines de villages et de villes palestiniens et syriens, qualifiés d'ennemis de l'État.

Sur la nouvelle carte de la « destruction coloniale » publiée par De-Colonizer, un centre de recherche alternatif sur la Palestine/Israël, figurent les villages mizrahi – dont la moitié environ étaient yéménites – détruits par les autorités sionistes avant la fondation d'Israël et par l'État d'Israël après 1948.

Le terme « destru(A)ction » renvoie à des communautés chassées contre leur volonté – souvent par la violence physique, et toujours avec l'aide de la violence légale et économique. D'autres villes et quartiers, tels les quartiers Mahlul et Nordia de Tel Aviv ou la cité de transit Neve Amal d'Herzliya ont aussi été détruits, malgré le fait que leurs habitants aient finalement reçu des indemnités.

D'un autre côté, il y a eu des villages israéliens démolis contre la volonté des habitants – dans la péninsule du Sinaï par exemple – même si ces démolitions allaient à l'encontre de l'expansion coloniale d'Israël, puisqu'elles se produisaient dans le contexte d'un traité de paix avec l'Égypte et, de ce fait ne figurent pas sur la carte. La destruction de ces villages peut être considérée comme une forme de décolonisation.

La destruction de ces villages juifs ne devrait pas nous étonner, en particulier si l'on considère la façon dont la bourgeoisie sioniste a toujours considéré et traité ceux de

l'Est, qu'ils fussent juifs, musulmans ou chrétiens – tous Arabes.

### **Rappel des noms**

Depuis la création d'Israël, une hiérarchie de l'oppression s'est produite. Les Palestiniens endurent la plus forte discrimination, mais les Juifs mizrahim, qui jouissent du privilège d'être juifs, sont discriminés par les Ashkénazes. Dans les premiers temps de l'immigration sioniste en Palestine, l'attitude discriminatoire de l'élite ashkénaze à l'égard des Mizrahim était ouvertement raciste – l'establishment sioniste était ashkénaze-européen et oeuvrait à protéger les intérêts des pères fondateurs de l'État. Ils travaillaient avec diligence, dans le même temps, après la création de l'État et ont ancré ces mêmes mécanismes pour assurer leur suprématie.

Voici les noms des 12 villages et quartiers juifs mizrahi détruits par l'establishment sioniste de l'État ou d'avant sa création : la colonie yéménite de Ben Shemen, le village yéménite de la mer de Galilée, Tohelet, le camp de Kfar Saba, Yamin Moshé, Mamila, Manshiyye, Summayl, Kfar Shalem, Givat Amal, le quartier de Ha'argazim, Emek Ha'teimanim à Ein Kerem. Deux d'entre eux furent démolis avant la création de l'État, tandis que les dix autres furent détruits après 1948. D'autres sont toujours sous la menace d'une démolition. La plupart de ces villages ont été établis à l'emplacement de villages palestiniens dépeuplés durant la guerre de 1948.



Des Mizrahim marchent dans le quartier de Mamila à Jérusalem ouest en 1957. Mamila, comme d'innombrables autres quartiers et villages fut vidé de ses habitants palestiniens pendant la guerre de 1948. (GPO)

La différence entre le traitement des Juifs ashkénazes et celui des Mizrahim qui se sont établis dans des maisons palestiniennes récemment vidées de leurs habitants, est claire. Tandis que le statut de propriété des maisons volées était garanti aux Ashkénazes à Jérusalem Ouest et aux kibboutzim, le même privilège fut refusé aux Mizrahim.

On peut trouver un exemple clair de la politique discriminatoire de l'État dans l'histoire de Tohelet. Des Juifs yéménites qui s'étaient installés dans les maisons du village palestinien d'al-Safiriyya ont été déplacés de force, alors que des membres de Chabad, qui avaient un fort soutien politique, ont pu rester et s'étendre au détriment de Tohelet.

Givat Amal est un autre exemple. Menashe Kalif – déplacé de force de sa maison en 2015 pour que celle-ci soit détruite,

a décrit comment l'État a demandé à ses parents de se saisir des maisons des Arabes d'Al-Jammasin al-Gharbi, de manière à les empêcher d'y revenir. La terre fut achetée par des magnats qui essaient maintenant d'évincer les habitants mizrahi sans les indemniser correctement.



Les familles Kadoori, Hamias et Ashram assises ensemble pour un dîner improvisé près de leurs maisons démolies dans le quartier de Givat Amal, Tel Aviv, Israël, 19 septembre 2014. (Shiraz Grinbaum/Activestills.org)

Après des années du régime de droite du Likoud, nous ne pouvons plus dire que le Mapaï – le parti historique de la discrimination contre les non-Ashkénazes – est le seul à avoir perpétué le racisme anti-mizrahi. Le régime israélien, y compris l'establishment pré-étatique, a créé les conditions socio-économiques conduisant finalement à la destruction de quartiers comme Givat Amal et Kfar Shalem. La condescendance à l'égard de Mizrahim privés de leurs droits est devenue un dogme juridique et économique essentiel de l'État d'Israël, quel que soit le parti politique au pouvoir.

**Entre réfugiés et nouveaux immigrants**



L'infrastructure des villages palestiniens dans lesquels des Mizrahim se sont installés a été négligée. Cela pour forcer les Mizrahim à accepter d'évacuer les villages, afin que de nouveaux quartiers puissent être construits et fournir des profits considérables à l'État ainsi qu'aux magnats de l'immobilier. D'un coup, les habitants qui avaient été amenés pour vivre dans des maisons palestiniennes furent considérés comme des envahisseurs source de nuisance. Le racisme inhérent à ce processus ne fut jamais affiché ouvertement, étant donné qu'il se produit dans les années conduisant à la création d'Israël – mais l'identité ethnique de ses victimes est claire : ce sont tous des Mizrahim.



Ouvriers juifs démolissant des maisons à Jaffa après la bataille de 1948 vidant la ville de presque tous ses habitants palestiniens, 6 octobre 1949. (Fritz Cohen/GPO)

Un exemple de premier plan de ce racisme est visible dans le blog de nouvelles *Carmel* des années 1960, qui décrit les

tentatives de la municipalité de Tel Aviv pour déloger les habitants de Manshiyye, le quartier de Jaffa le plus au nord, dont les habitants palestiniens ont été chassés en 1948. Ce qui suit est une transcription d'un des blogs, issu du film d'Anat Even "Yizkor L'Manshiyye"<sup>[1]</sup>:

Voici Manshiyye à Tel Aviv. Plus de 3000 familles ont été évincées de la zone afin de permettre des changements. Bien que certains habitants soient encore là, la construction a déjà commencé. Depuis des années, ces maisons sont devenues des amas de ruines... pourtant des gens y vivent toujours. Il est vrai que certains immigrants à Manshiyye refusent de partir, manière pour eux de faire pression... c'est le visage de Manshiyye, dont un petit nombre d'habitants et leurs enfants refusent de reconnaître le fait que, selon le plan officiel, cet endroit a été effacé et n'existe plus. Manshiyye est un foyer d'agitation, de sentiments de discrimination, et de panthérisme<sup>[2]</sup>.

Le traitement des Mizrahim est très différent de celui des Palestiniens qui vivaient dans ces mêmes maisons. Les Palestiniens déracinés ne peuvent pas demander de réparations. La loi sur la propriété des absents, ainsi qu'un ensemble de lois votées dans les premières années de l'existence de l'État, ont transformé les Palestiniens en une classe manquant de toute protection sous le nouveau régime. Les Juifs qui ont été déplacés de Lifta – un village palestinien proche de Jérusalem dont les habitants ont été évacués en 1948 – ont bénéficié d'indemnités de la part de l'État. Parallèlement, les réfugiés palestiniens du village, dont certains vivent à Jérusalem, sont face à un mur d'exclusion lorsqu'il est question de leurs droits de propriété.

Dans un article publié par Roni Harel en 2014 dans le journal économique *Calalist*, Osi Tajer, un des Juifs évincés de Summayl au centre de Tel Aviv, apporte une

réponse surprenante quand on lui demande s'il accepterait, en compensation, un appartement dans le nouveau bâtiment qui doit être construit sur le site de sa maison démolie :

« Pas du tout, je veux le donner aux Arabes en cadeau »

« Et où vivrez-vous ? » demande le reporter

« Avec eux ».

L'ambition de Tajer de vivre à côté des Palestiniens qui reviendront est un rappel de la période d'avant et pendant les premiers temps du sionisme, au cours de laquelle les Juifs, les Musulmans et les Chrétiens vivaient ensemble dans ce pays. Le sionisme n'a pas eu un regard positif sur cette cohabitation et a réussi à y mettre fin. La destruction de villages mizrahi est un développement de cette tendance.

***Eitan Bronstein Aparicio est le co-director and co-fondateur de [De-Colonizer](#), et le fondateur de Zochrot. Ce post a d'abord été publié en hébreu sur Local Call.***

<sup>[1]</sup> Yizkor est la prière des morts (ndlt)

<sup>[2]</sup> Référence au mouvement de Panthères Noires d'Israël formé par des Mizrahim (ndlr)

Traduction : SF pour l'Agence Media Palestine

Source: [+972](#)

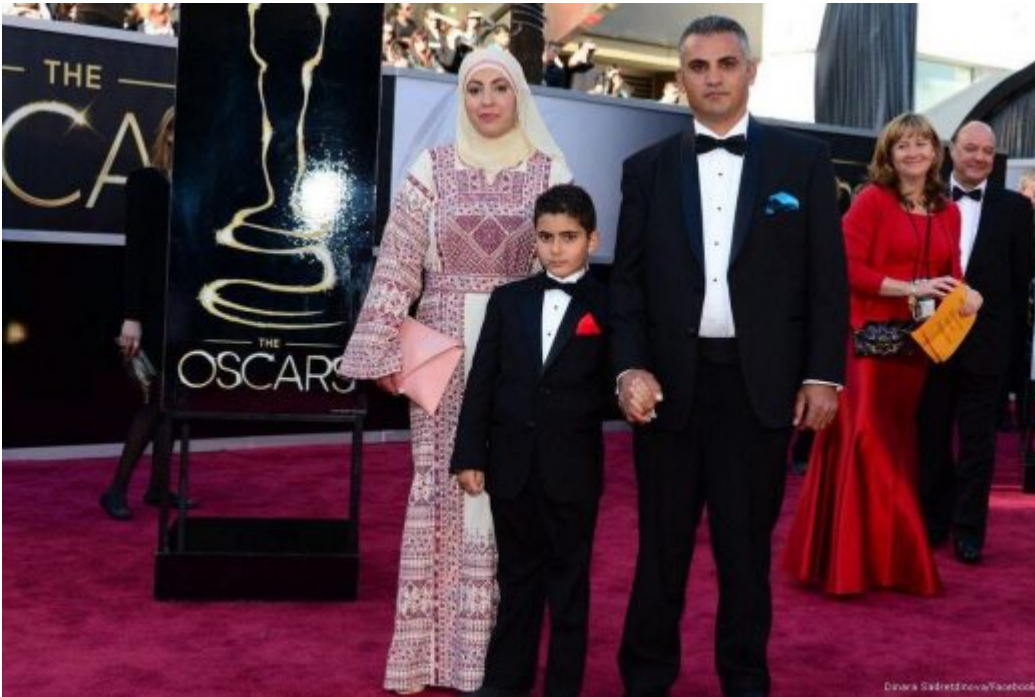
---

**Les vedettes du documentaire palestinien**



# nominé aux Oscars emprisonnées par Israël

Par Asa Winstanley, 24 décembre 2017



Un des refrains les plus fastidieux des libéraux dans les rares occasions où ils parlent de la Palestine est « Où est le Gandhi palestinien ? ».

Cet argument ennuyeux est périodiquement déterré par quelque je-sais-tout sans la moindre idée de quoi il parle, mais qui semble croire que c'est une pensée originale.

Je pense que je l'ai rencontré pour la première fois en 2001 dans le livre de Michael Moore « Stupid White Men » (Stupides hommes blancs). Bien que le livre soit amusant à bien des égards, le chapitre dans lequel il sermonne les Palestiniens sur les raisons pour lesquelles ils ne sont pas encore libres est, au mieux, embarrassant.

Il écrit que les Palestiniens devraient arrêter d'utiliser la résistance armée et qu'ils devraient adopter à la place

la tactique de Gandhi –s’allonger devant les tanks israéliens et ainsi de suite. Il dit quelque chose du type : « beaucoup d’entre vous mourront mais le monde sera de votre côté ».

Malheureusement ce genre d’argument de poubelle n’est que trop commun, particulièrement aux USA. Même en laissant de côté la pure grossièreté d’un riche Américain blanc sermonnant les Palestiniens sur la bonne façon de résister, c’est aussi de la pure ignorance historique.

L’argument est toujours offert comme si les Palestiniens n’avaient jamais essayé la résistance non-violente, et il est avancé comme une idée censée être neuve.

En réalité, les Palestiniens utilisent constamment la protestation non-armée et non-violente contre Israël. Les formes non-violentes de résistance palestinienne sont vieilles comme le sionisme lui-même. Il ne pourrait en être autrement – même si elle reçoit le soutien du sentiment populaire (comme c’est le cas en Palestine), la résistance armée est par définition l’action d’une avant-garde minoritaire.

Le soulèvement palestinien de 1936 contre l’occupation britannique et le colonialisme sioniste, par exemple, a commencé comme une grève générale. C’est seulement plus tard qu’il s’est développé en insurrection et guérilla armées, en réponse à la brutalité des Britanniques et de leurs alliés dans le mouvement sioniste.

Même après que la majorité de la population palestinienne fut expulsée par les milices sionistes en 1948, les premiers actes de résistance au lendemain de cette Nakba étaient des actes de défi, simples et spontanés – et ils étaient entièrement pacifiques.

C’étaient ceux de nombreux villageois palestiniens chassés par des voyous israéliens armés, ce qui avait fait d’eux des réfugiés. Beaucoup de fermiers revinrent après que les

tirs se furent calmés et retraversèrent les lignes de cessez-le-feu pour s'occuper de leurs fermes, de leurs arbres fruitiers et de leurs vergers. Pour revenir.

Ces lieux étaient occupés par des soldats de la nouvelle armée israélienne, qui ont abattu à vue ces prétendus « infiltrateurs ». L'assassinat de civils palestiniens est aussi vieux que le sionisme, lui aussi.

Dans ces actes brutaux étaient semées les graines de l'établissement des premiers groupes de résistance armée palestiniens après 1948, comme le Fatah.

La triste réalité de la couverture de la Palestine par les médias occidentaux est qu'ils y prêtent rarement beaucoup d'attention sauf s'il y a de violentes représailles par des Palestiniens. La violence institutionnelle israélienne de l'occupation, plus grande, récurrente, fréquente, systématique, reçoit bien moins d'attention.

À cause de cela, la résistance palestinienne non armée tend à être à peu près ignorée. Il y a des exceptions à cette règle générale, comme pendant la Première Intifada, quand ce soulèvement populaire palestinien fit une brève percée médiatique – surtout grâce à la pure brutalité de la réponse israélienne au mouvement de protestation.

Mais il y a eu d'autres exceptions au cours des années. Le village de Bil'in en Cisjordanie, par exemple, a pendant des années organisé des manifestations hebdomadaires contre le mur d'apartheid israélien et les colonies, qui tous deux annexent des terres du village.



*Vue du camp de réfugiés palestiniens derrière le mur d'apartheid d'Israël à Jérusalem-Est le 3 décembre 2014 [Muammar Awad/Apaimages]*

Un réalisateur de ce village a fait, avec un ami israélien, le film « 5 Broken Cameras (5 caméras brisées) », racontant l'histoire du village. Le documentaire était si convaincant qu'il a été nommé aux Oscars, et plus tard a gagné un Emmy Award.

Mais au cours des derniers mois, Israël a arrêté et emprisonné plusieurs des personnes figurant dans ce film.

L'enseignant Abdallah Abu Rahma, chef du mouvement de protestation, a été enlevé par les forces israéliennes au milieu de la nuit, puis emprisonné sans procès civil pendant près d'un mois. Ce n'est que la dernière arrestation d'Abdallah. Les charges retenues contre lui dans le système judiciaire bidon d'Israël ont inclus celle d'« organiser et participer à une manifestation illégale » et celle de « provocation ».

La justice militaire d'Israël en Cisjordanie est une mascarade de justice, et est raciste de manière inhérente. Les colons juifs qui vivent aussi en Cisjordanie –les rares

fois où ils sont inculpés– sont soumis au système juridique civil, séparé et inégalitaire, d'Israël.

Si Abdallah a maintenant été relâché, d'autres personnes du village restent emprisonnées.

Parmi elles se trouve Ashraf Abu Rahma, un Palestinien de gauche qui a été capturé par les troupes israéliennes à la fin d'octobre. Le Mouvement de solidarité internationale lève des fonds pour aider à sa libération. Le groupe explique qu'Ashraf a été capturé « alors qu'il faisait visiter à des militants solidaires français les terres que son village de Bil'in a récupérées de la proche colonie israélienne de Modi'in Elite grâce à leurs originales manifestations populaires ».

Au cours des années, Ashraf a été arrêté de nombreuses fois par les Israéliens pour sa résistance non-violente. Son frère et sa soeur ont été tous deux assassinés par des soldats israéliens au cours de manifestations contre leur occupation du village.

En 2008, le traitement d'Ashraf aux mains des voyous de l'armée israélienne a brièvement capté un peu d'attention des médias. Pendant une manifestation à un village voisin, ils l'ont enchaîné et bâillonné. Alors qu'il était ainsi neutralisé et ne posait aucune menace d'aucune sorte, les lâches soldats israéliens lui ont sadiquement tiré dans le pied avec une balle en acier enrobée de caoutchouc. Mais il s'est remis et a continué à participer à la résistance non armée.

Libérez Ashraf Abu Rahma et tous les prisonniers politiques palestiniens !

Traduction: Catherine G. pour l'Agence Média Palestine

Source: [Middle East Monitor](#)

---

# « Nous ne participerons pas à l'occupation » : dans une lettre à Netanyahu, des dizaines des jeunes refusent de s'enrôler dans l'armée israélienne

28 décembre | Yaniv Kubovich, Haaretz



*Des refuzniks israéliens protestent à Haïfa en 2014 – Photo: Rami shlosh*

**« L'armée poursuit la politique raciste du gouvernement qui viole les droits humains fondamentaux », écrivent 63 jeunes à Netanyahu et au chef militaire israélien Gadi Eisenkot.**

Un groupe de 63 jeunes a publiquement déclaré qu'ils refuseront d'être enrôlés dans l'armée israélienne, a rapporté Yedioth Ahronoth jeudi matin.



« Nous avons décidé de ne pas participer à l'occupation et à l'oppression du peuple palestinien », ont-ils écrit dans une lettre au Premier Ministre Benjamin Netanyahu, au chef du personnel militaire Gadi Eisenkot et aux ministres de la défense et de l'éducation. « La situation 'temporaire' traîne depuis 50 ans, et nous ne voulons pas lui donner un coup de main. »

Les jeunes critiquent le gouvernement et l'armée dans leur lettre. « L'armée poursuit la politique raciste du gouvernement, qui viole les droits humains fondamentaux et met en oeuvre une législation pour les Israéliens et une autre pour les Palestiniens sur le même territoire », écrivent-ils.

Les étudiants protestent aussi contre « la provocation intentionnelle et institutionnelle contre les Palestiniens des deux côtés de la Ligne verte », se référant à la ligne de l'armistice de 1949 qui sépare Israël de la Cisjordanie, « et nous – des garçons et des filles en âge de faire leur service militaire, venant de différentes régions du pays et de différents milieux socio-économiques—refusons de croire à ce système de provocation et de participer au bras armé de l'oppression et de l'occupation du gouvernement. »

La lettre appelle les autres jeunes à remettre en cause leur enrôlement, ajoutant que les signataires ont l'intention de parcourir le pays afin de trouver de nouvelles recrues pour leur initiative.

« Nous refusons d'être enrôlés et de servir dans l'armée de par notre devoir envers les valeurs de la paix, de la justice et de l'égalité, sachant qu'il existe une autre réalité que nous pourrions créer ensemble », ont-ils écrit. « Nous appelons les filles de notre âge à se demander si le service militaire travaillera à atteindre cette réalité. »

Les signataires incluent Matan Helman, 20 ans, du kibboutz Haogen, qui a été mis en prison à cause de son refus d'être

enrôlé dans l'armée. Début décembre, le ministère de l'éducation et les forces de défense israéliennes ont annoncé qu'ils travaillaient sur un projet pour augmenter le nombre d'appelés recrutés pour le combat. Actuellement les taux de recrutement s'affaissent et le taux de décrochage dépasse les 7 000 soldats (hommes et femmes) chaque année.

Traduction: Catherine G. pour l'Agence Média Palestine

Source: [Haaretz](#)

---

## Israël, cause majeure de « l'exode des chrétiens palestiniens »

Par Ali Younes, le 27 Décembre 2017



*Moins de deux pourcents de Palestiniens vivant en Palestine historique sont chrétiens [Anadolu/Issam Rimawi]*

**Beit Jala, Palestine** – L'occupation israélienne de la

Palestine est le principal facteur responsable de l'exode des chrétiens palestiniens de la région, révèle une nouvelle étude.

Les recherches menées par l'Université Dar al-Kalima à Beit Jala en [Cisjordanie](#) occupée, conclut que seul un petit pourcentage de [chrétiens](#) a quitté la Palestine à cause d'inquiétudes liées au conservatisme religieux musulman.

Les chercheurs ont interviewé plus de mille personnes (dont environ la moitié était chrétienne et l'autre musulmane) sur leur vision de la vie ; et si celle-ci se révélait négative, les causes de leur pessimisme.

L'étude rapporte : « La pression de l'occupation israélienne, les restrictions permanentes, les politiques discriminatoires, les arrestations arbitraires, les confiscations de terres, s'ajoutent à un désespoir général parmi les chrétiens palestiniens. »

Ces conditions ont mis les chrétiens palestiniens dans « une situation désespérée dans laquelle ils ne peuvent plus concevoir un futur pour leurs enfants ni pour eux-mêmes » ajoute l'étude.

Bernard Sabella, membre du Conseil Législatif palestinien et co-auteur de l'étude, nous dit : « Ce n'est pas de disparaître que les chrétiens palestiniens redoutent le plus, c'est davantage le fait de perdre leur place dans la société ».

Il souligne que le conflit avec Israël et le manque de solution politique à l'occupation des territoires palestiniens représentent les principales causes de la réduction du nombre de chrétiens palestiniens.

À Jérusalem et à Bethléem, soit les lieux de naissance traditionnels du christianisme, les chrétiens palestiniens disparaissent rapidement avec les conditions politiques et économiques actuelles.

« L'identité palestinienne doit être mise en avant et soulignée », ajoute Sabella.

L'étude montre aussi que 50 pourcents des chrétiens et 54 pourcents des musulmans interviewés sont optimistes quant à l'évolution positive de leur situation et attribuent leur optimisme au fait de croire que Dieu est de leur côté.

« Ce résultat reflète la religiosité de la population palestinienne » explique Varsen Aghabekian, une des auteurs de l'étude.

Seuls deux pourcents des chrétiens attribuent leur pessimisme à « l'extrémisme religieux », tandis que le pourcentage parmi les musulmans est de quatre, soit le double.

### **« Personne ne peut nous faire partir d'ici »**

Une majorité des chrétiens et des musulmans déclarent que le conflit politique avec Israël fait qu'ils ne se sentent pas en sécurité.

« Je peux dire avec grande certitude que le départ [des chrétiens palestiniens] n'a jamais été causé par des persécutions religieuses » explique Aghabekian

L'émigration chrétienne de la Palestine commença pendant la période ottomane et était principalement due à une recherche d'opportunités économiques au nord du pays et en Amérique Latine.

Mais, selon l'étude, l'émigration récente est liée à l'instabilité de la région et au conflit avec Israël.

Entre 1860 et 1914, les chrétiens palestiniens représentaient environ 11 pourcents de la population palestinienne, qui était alors de 350 000 personnes.

À la veille de la première guerre mondiale, la population palestinienne atteint 616 000 personnes, dont 69 000 chrétiens.

Aujourd'hui les chrétiens palestiniens dans toute la Palestine historique – qui comprend [Israël](#), la Cisjordanie et [Gaza](#) – représentent seulement 1,7 pourcents de la population palestinienne qui s'élève à 6 millions.

Iskandar El Hinn, un Palestinien chrétien dont la famille a fui la ville de Jaffa pour celle de Ramallah lorsqu'Israël fut créé en 1948, et il continue d'expliquer à Al Jazeera qu'il n'a jamais pensé à quitter la Palestine.

Au contraire, il dit encourager ses enfants et petits-enfants à rester déterminés et à protéger leur terre.

« En tant que Palestinien, je vis là où j'ai ma place, partout où je vais c'est la Palestine et Jérusalem est sa capitale » dit-il.

« Nous vivons ici depuis des milliers d'années, personne ne peut nous faire partir d'ici. »

Traduction : Lauriane G. pour l'Agence Média Palestine

Source : [Al Jazeera](#)

---

## [Le sombre rôle d'Israël dans la sale guerre du Guatemala](#)

Gabriel Schivone, The Electronic Intifada – 20 Janvier 2017



*Le rôle bien connu d'Israël dans la sale guerre du Guatemala qui causa la mort à plus de 200 000 personnes n'est pas encore passé devant la justice. (William Gularte/Reuters)*

L'année dernière fut très chargée pour le système de justice pénale du Guatemala.

En Janvier 2016, 18 anciens responsables de l'armée furent arrêtés pour leur participation présumée à la sale guerre des années 1980 dans le pays. En Février de l'année dernière, deux anciens soldats, de la même époque, furent condamnés dans une affaire d'esclavage sexuel sans précédent.

De telles procédures légales représentent de nouvelles ouvertures dans le système judiciaire à la suite du procès et de la condamnation de l'ancien chef d'état le Général Efraín Ríos Montt en 2013 pour génocide et crimes contre l'humanité. Bien que la Cour Constitutionnelle Guatémaltèque annula très rapidement le procès (puis reprit en Mars après des reprises et des arrêts sporadiques, mais est actuellement bloqué de nouveau), un précédent mondial a été établi pour tenir responsables des chefs nationaux dans le pays dans lequel le crime a eu lieu.



En Novembre, un juge guatémaltèque autorisa l'ouverture d'un dossier séparé contre Ríos Montt. Le dossier relate le massacre du village de Dos Erres en 1982.

Ríos Montt était président de 1982 à 1983, une période marquée par une intense violence d'état contre les populations indigènes Mayas. Cette violence comprend la destruction de villages entiers, ayant pour conséquence des déplacements en masse.

Les Mayas furent pris pour cible à maintes reprises pendant cette période de répression qui dura de 1954 – quand les Etats-Unis organisèrent un coup d'état militaire – à 1996. Plus de 200 000 personnes furent tuées au Guatemala pendant cette période, 83 pourcent d'entre elles étaient Mayas.

Les crimes commis par l'état guatémaltèque furent perpétrés avec de l'aide de l'étranger – particulièrement des Etats-Unis. Une des parties prenantes clé de ces crimes n'a jusque là jamais été mentionnée devant la cour : Israël.

### **Intermédiaire pour les Etats-Unis**

Des années 1980 à aujourd'hui, le large rôle militaire d'Israël au Guatemala reste un secret ouvert qui est très bien documenté mais qui ne reçoit que très peu de critique.

Au sujet du coup d'état militaire qui l'a installé à la présidence en 1982, Ríos Montt a déclaré au journaliste de ABC News que sa prise de pouvoir se passa sans heurt "car nombre de nos soldats étaient entraînés par les Israéliens." En Israël, la presse rapporta que 300 conseillers israéliens étaient sur le terrain pour former les soldats de Ríos Montt.

L'un des conseillers israéliens au Guatemala à l'époque, le Lieutenant Colonel Amatzia Shuali, a déclaré : "Ca ne m'intéresse pas ce que font les non juifs avec leurs armes. Le plus important est que ça profite aux Juifs," comme relaté dans *Dangerous Liaison* de Andrew et Leslie Cockburn.

Quelques années plus tôt, lorsque des restrictions du Congrès, sous administration Carter, limitèrent le soutien militaire étatsunien au Guatemala à cause de violations des droits humains, les leaders israéliens en technologies économiques et militaires virent une opportunité en or d'entrer sur le marché.

Yaakov Meridor, ministre de l'économie de l'époque, indiqua qu'au début des années 1980, Israël voulait être un intermédiaire pour les Etats-Unis dans les pays où ils avaient décidé de ne pas vendre ouvertement des armes. Meridor explique : "Nous disons aux Américains : ne rivalisez pas avec nous à Taiwan ; ne rivalisez pas avec nous en Afrique du Sud ; ne rivalisez pas avec nous dans les Caraïbes ou ailleurs où vous ne pouvez pas directement vendre d'armes. Laissez-nous faire ... Israël sera votre intermédiaire."

L'émission *CBS Evening News* avec *Dan Rather* tenta d'expliquer la raison de l'expertise mondiale israélienne en soulignant en 1983 que l'armement et les méthodes avancés d'Israël vendus au Guatemala ont été "essayés et testés sur la Cisjordanie et Gaza, simplement créé pour mater la guérilla", et ce avec succès.

Les arguments commerciaux d'Israël pour vendre ses armes ne dépendent pas seulement de leur usage en Cisjordanie et Gaza occupées mais également de leur usage plus largement dans la région. Le journaliste George Black rapporte que les milieux militaires guatémaltèques admirèrent les performances de l'armée israélienne lors de l'invasion du Liban en 1982. Leur admiration outremer était si assumée que l'extrême droite guatémaltèque "parlait ouvertement de la 'Palestinisation' de la nation rebelle des Indiens Mayas", selon Black.

La coopération militaire entre Israël et le Guatemala remonte aux années 1960. Quand Ríos Montt était au pouvoir,

Israël est devenu le principal fournisseur du Guatemala pour les armes, la formation militaire, la technologie de surveillance et autre assistance vitale dans la guerre de l'état contre les gauchistes en ville et les indigènes Mayas à la campagne.

A leur tour, beaucoup de Guatémaltèques souffrirent des conséquences de cette relation spéciale et relièrent Israël à leur tragédie nationale.

### **Un homme intègre ?**

L'un des massacres les plus terrifiants commis pendant cette période fut la destruction du village Dos Erres du district d'El Petén. Les soldats de Ríos Montt, entraînés par Israël, incendièrent Dos Erres. Pour commencer, cependant, les habitants furent fusillés. Ceux qui survivirent à l'attaque initiale sur le village eurent le crâne brisé à la massue. Les corps furent jetés dans le puits du village.

Lors d'une exhumation ordonnée par le tribunal, les enquêteurs travaillant pour la Commission de vérité de l'ONU en 1999 expliquèrent dans leur rapport de police scientifique : "Toute les preuves balistiques retrouvées correspondent à des fragments de balles d'armes à feu et des pods de fusils Galil, fabriqués en Israël."

Le Président des Etats-Unis Ronald Reagan – dont l'administration sera par la suite impliquée dans le scandale "Iran-Contra" pour avoir vendu des armes à l'Iran par Israël, en partie pour financer une force paramilitaire ayant pour but de renverser le gouvernement marxiste du Nicaragua – rendu visite à Ríos Montt quelques jours avant le massacre.

Reagan encensa Ríos Montt comme "un homme de grande intégrité personnelle" qui "veut améliorer la qualité de vie de tous les Guatémaltèques et promouvoir la justice sociale." Reagan assura au président guatémaltèque que "les

Etats-Unis sont engagés à soutenir ses efforts pour restaurer la démocratie et à s'attaquer aux causes profondes de cette violente insurrection." A un moment de leur conversation, il est dit que Reagan aurait donné l'accolade à Ríos Montt et aurait dit au président guatémaltèque qu'il était "injustement accusé" à propos de violations de droits humains.

En Novembre 2016, cependant, la juge Claudette Dominguez accepta la demande du procureur générale du Guatemala de poursuivre Ríos Montt comme instigateur du massacre de Dos Erres, l'accusant d'homicide aggravé, crimes contre l'humanité et génocide.

Parmi les 18 personnes arrêtées cette année figure Benedicto Lucas García, ancien chef de l'état major pendant la présidence militaire de son frère Romeo Lucas García. Benedicto, qui était perçu par certains de ses soldats comme un innovateur de techniques de torture sur les enfants, décrit "le soldat israélien [comme] un modèle et un exemple pour nous."

En 1981, Benedicto présida la cérémonie d'inauguration d'une école d'électronique au Guatemala conçue et financée par Israël. L'objectif de cette école était d'entraîner l'armée guatémaltèque à l'utilisation de ce qu'on appelle les technologies de contre-insurrection. Benedicto fit l'éloge de la création de cette école comme une "étape positive" pour faire avancer le régime guatémaltèque vers une efficacité militaire de calibre mondial "grâce aux conseils et au transfert de technologie électronique [d'Israël]."

Rien que pendant sa première année, l'école permit à la police secrète du régime, connue sous le nom de G-2, de rafler une trentaine de refuges de l'Organisation Révolutionnaire du Peuple Armé (ORPA).

La G-2 coordonna les assassinats, les "disparitions" et la

torture des opposants au gouvernement guatémaltèque.

Tandis que les gouvernements guatémaltèques changèrent souvent de mains – soit par des coups d'état soit par des élections – pendant les années 1980, Israël resta le principal fournisseur d'armes et de conseils militaires du Guatemala.

### **Belligérance à la frontière**

Le complexe militaro-sécuritaire israélien fait planer une vaste ombre intercontinentale sur les Guatémaltèques qui continuent de fuir les conséquences de la sale guerre.

Dans certaines zones le long de la frontière Etats-Unis-Mexique, comme au Texas, le nombre de migrants venant aujourd'hui de l'Amérique Centrale (mais seulement des pays enflammés par l'intervention étatsunienne – Guatemala, Salvador, Honduras) – commence à surpasser le nombre de migrants venant du Mexique.

Selon des informations fournies à l'auteur de cet article par le bureau de l'examineur médical du Conté de Pima en Arizona, nombre de Guatémaltèques qui ont péri en traversant ces zones frontalières désertiques sont originaires des régions indigènes Mayas les plus touchées par le génocide des années 1980 : El Quiché, Huehuetenango, Chimaltenango.

Le Sud de l'Arizona a également vu un pic du nombre de migrants guatémaltèques sans papier. Des sociétés et institutions étatsuniennes collaborent avec des sociétés de sécurité israéliennes pour renforcer la frontière de l'Arizona du Sud.

La société d'armes israélienne Elbit remporta un important contrat gouvernemental pour fournir 52 tours de surveillance dans les zones de frontières désertiques du Sud Arizona. Ce contrat démarre avec le programme pilote de sept tours placées parmi les collines et vallées autour de

Nogales, une ville frontière coupée en deux par le mur.

Davantage de tours devraient être installées autour de Tohono O'odham Nation, la deuxième plus grande réserve d'amérindiens des Etats-Unis. Le nombre de forces fédérales occupant des positions permanentes sur les terres de Tohono O'odham est déjà le plus élevé de l'histoire des Etats-Unis.

Alan Bersin, un responsable du Département de la Sécurité Intérieure des Etats-Unis, décrit la frontière entre le Guatemala et le Chiapas, au Mexique, comme "maintenant notre frontière Sud" en 2012. Cette "frontière Sud" était lourdement militarisée pendant les huit années de présidence de Barack Obama.

Nous pouvons nous attendre à ce que cette militarisation continue pendant la présidence de Donald Trump. La rhétorique anti-migrant de Trump pendant la campagne de l'élection présidentielle laisse penser qu'il l'intensifiera.

Pendant la sale guerre, des dizaines de milliers de Guatémaltèques fuirent par cette frontière vers le Sud Mexique. Aujourd'hui, Israël assiste les autorités mexicaines au Chiapas dans leurs activités de "contre-insurrection", ciblant particulièrement la communauté indigène des Mayas.

Bien que les médias parlent moins de la connexion du Guatemala avec Israël, les initiatives d'entreprenariat d'Israël dans le pays n'ont jamais diminué. Aujourd'hui, la présence d'Israël au Guatemala est particulièrement prononcée dans l'industrie de la sécurité privée qui a proliféré les années suivant ce qu'on appelle le processus de paix guatémaltèque, à la moitié des années 1990.

Ohad Steinhart, un Israélien qui s'est installé au Guatemala à ce moment propice, était à l'origine un formateur en armes à feu. Environ deux ans après son



emménagement en 1994 au Guatemala, il créa sa propre entreprise de sécurité, Decision Ejecutiva.

La modeste entreprise de 300 employés de Steinhart est petite comparée au Golan Group, le plus grand et le plus ancien conglomérat israélien de sécurité privée au Guatemala.

Fondé par des anciens officiers des forces spéciales israéliennes, le Golan Group a également entraîné les agents de l'immigration du Département de la Sécurité Intérieure le long de la frontière Etats-Unis-Mexique. Le Golan Group emploie des milliers d'agents au Guatemala, certains d'entre eux ont été impliqués dans la répression des manifestations pour l'environnement et les droits fonciers contre des exploitations minières par des sociétés canadiennes. L'entreprise a fait l'objet de poursuites en 2014 par six fermiers et un étudiant guatémaltèques qui se firent tirer dessus à bout portant par des agents de sécurité lors d'une manifestation l'année précédente.

L'emploi par le Guatemala de formateurs et de conseillers militaires israéliens, continue, tout comme dans les années 1980. Les conseillers israéliens, depuis quelques années, aident à l'actuelle "remilitarisation" du Guatemala. Le journaliste Dawn Paley a rapporté que les formateurs militaires israéliens se sont rendus une nouvelle fois dans une base militaire en activité à Coban, qui est un site de fausses communes des années 1980. Les restes de plusieurs centaines de personnes y sont actuellement exhumées.

Les fausses communes à Coban servent de base légale pour les arrestations en Janvier de 14 anciens officiers de l'armée. En Juin dernier un juge guatémaltèque considéra que les preuves étaient suffisantes pour que huit des personnes arrêtées comparaissent devant la justice. Il est fort probable que de nouvelles arrestations et procès aient lieu.

Les universitaires Milton H. Jmail et Margo Gutierrez documentèrent le commerce d'armes israélien en Amérique Centrale, notamment au Guatemala, dans leur livre de 1986, *Ce n'est pas un secret : l'implication de l'armée israélienne en Amérique Latine*. Ils donnèrent ce titre à leur livre car la plupart des informations apportées dans le livre proviennent de grands médias.

Jusqu'à présent, le rôle bien connu d'Israël dans les sales guerres du Guatemala passe largement inaperçu. Mais les Guatémaltèques plus que n'importe qui savent que la longue route contre l'impunité commence avec la reconnaissance des crimes.

Cependant on ne sait pas combien de temps il faudra attendre pour voir des représentants israéliens être appelés au Guatemala afin d'être jugés pour le rôle sombre qu'ils ont joué lors des heures les plus noires du pays.

*Gabriel Schivone écrit actuellement un livre sur la politique des Etats-Unis vis à vis du Guatemala.*

Traduction : Lauriane G. pour l'Agence Média Palestine

Source : Electronic Intifada

---

**Israël a blessé plus de 100 journalistes depuis que les Etats Unis ont annoncés le déplacement de leur**

# ambassade à Jérusalem

Middle East Monitor – 27 décembre 2017



*Journalistes palestiniens arrêtés par Israël – Caricature  
(Sarwar Ahmed/Middle East Monitor) – 27 décembre 2017*

Les forces d'occupation israéliennes ont « *méthodiquement* » attaqué et blessé plus de 100 journalistes, dont 20 femmes, depuis la reconnaissance, par le Président américain Donald Trump, de Jérusalem comme capitale d'Israël, « *afin de faire obstacle à leurs reportages sur la réalité de l'occupation sur le terrain vers le monde* » rapportait hier Arab48.

Les mêmes forces d'occupation ont tiré sur ces journalistes avec des balles réelles, des balles d'acier enrobées de caoutchouc, des gaz lacrymogènes, ou elles les ont frappés à coups de matraques ou de crosses de fusil.

Un certain nombre de journalistes ont été placés en détention ou ont vu leur couverture des manifestations entravée par les forces d'occupation israéliennes, rapporte le site d'information.

Cinquante-six journalistes ont été pris pour cibles avec des bombes assourdissantes ou ont été frappés, 12 ont été touchés par des balles d'acier enrobées de caoutchouc, un autre par une balle réelle, trois encore ont été aspergés de gaz poivré et 28 avec cela de gaz lacrymogènes, leur infligeant nombre de brûlures douloureuses.

Parmi les journalistes touchés, 53 ont été ciblés alors qu'ils couvraient des manifestations à Jérusalem.

Traduction : JPP pour l'Agence Média Palestine

Source: [Middle East Monitor](#)

---

## **Video: un législateur israélien insulte des Palestiniens en les traitant d' « insectes » et de « chiens »**

Par Ali Abunimah, 26 décembre 2017

Le Comité international de la Croix Rouge (CICR) a condamné un incident au cours duquel un législateur israélien est monté à bord d'un bus transportant des familles de prisonniers palestiniens de la Bande de Gaza et a commencé à les insulter.

« Le CICR déplore cet incident et rappelle aux autorités [israéliennes] qu'il est de leur responsabilité de s'assurer que les visites des familles aient lieu en toute

sécurité et soient protégées des agressions de quelque sorte que ce soit », a dit l'organisation dans une déclaration envoyée par e-mail à *The Electronic Intifada*.

Les visites des familles sont coordonnées par la Croix Rouge.

« Les familles des Palestiniens de Gaza détenus en Israël voyagent pour rendre visite à leurs proches dans des bus qui sont escortés par la police », a déclaré la Croix Rouge. « La police n'a pas empêché le membre de la Knesset Oren Hazan de monter dans le bus et d'agresser verbalement la mère d'un détenu. »

Une vidéo de l'incident montre Hazan à bord du bus entouré par Media Monday et disant à la mère d'un prisonnier palestinien que son fils est un « chien » et un « insecte ».

Hazan a diffusé l'incident sur ses propres réseaux sociaux:

[https://twitter.com/oren\\_haz/status/945402960699412480](https://twitter.com/oren_haz/status/945402960699412480)

### **Extrémisme et provocations**

Selon The Jerusalem Post, Hazan a intercepté le bus à la frontière israélienne avec Gaza, accompagné avec d'équipes de tournage .

Hazan était avec un groupe d'Israéliens se baptisant le Groupe de travail pour la libération des prisonniers et les personnes disparues (Task Force for the Release of Prisoners and Missing Persons) qui demandent vengeance contre les familles de détenus palestiniens en leur refusant des visites jusqu'à ce que les Israéliens détenus dans la Bande de Gaza soient relâchés.

Membre du Likoud, parti au pouvoir du Premier Ministre Benjamin Netanyahu, Hazan a un passé d'extrémiste et de violent provocateur. Il a déjà appelé aux exécutions de masse des familles de Palestiniens accusés par Israël de « terrorisme ».

Il a été aussi inculpé déjà pour agression, s'est moqué publiquement d'un collègue handicapé et a lancé des insultes à caractère sexuel à des collègues femmes. Les médias israéliens ont rapporté qu'Hazan avait recruté des prostituées « pour ses amis et pris des méthamphétamines lorsqu'il dirigeait un casino en Bulgarie en 2013 ».

Le rétablissement d'une deuxième visite mensuelle pour les familles de Gaza est selon les rapports l'une des conditions acceptées par Israël pour mettre fin à la grève de la faim en masse des prisonniers palestiniens en mai dernier.

### **Violation du droit international**

Selon le droit international, les Palestiniens ont le droit de rendre visite à des parents détenus par la puissance d'occupation sans agression, ni provocation, comme celles de Hazan.

« Les personnes protégées ont le droit, en toutes circonstances, au respect de leurs personnes, de leur honneur, de leurs droits familiaux, de leurs convictions, de leurs pratiques religieuses, et de leurs mœurs et coutumes », dit la Quatrième Convention de Genève. « Ils doivent toujours être traités humainement et protégés particulièrement contre tous les actes de violence et les menaces, ainsi que contre les insultes et la curiosité publique ».

L'Association des prisonniers palestiniens a condamné l'action d'Oren comme « barbare » et affirme que son comportement est encouragé par le gouvernement israélien.

Qadoura Fares, le chef de l'Association, a appelé la Croix Rouge à faire davantage pour protéger les familles des Palestiniens transportés afin de rendre visite à leurs proches dans les prisons israéliennes. Il y a actuellement plus de 6000 prisonniers politiques palestiniens dans les prisons israéliennes, selon le groupe des droits des

prisonniers Addameer.

Israël a intensifié sa campagne d'arrestations dans les dernières semaines afin d'écraser les protestations déclenchées par la reconnaissance par Donald Trump de Jérusalem comme sa capitale.

Traduction: Catherine G. pour l'Agence Média Palestine

Source: [Electronic Intifada](#)

---

## [J'ai vu grandir Ahed Tamimi et je sais pourquoi elle a défendu sa maison](#)

Par Mariam Barghouti – Newsweek – 22 décembre 2017

*Mise à jour : Les photos de ces trois femmes, Ahed Tamimi, sa mère Nariman, et sa cousine Nour, se sont répandues dans tous les médias sociaux à la suite de leur arrestation par les forces israéliennes, lorsque les médias israéliens ont publié une vidéo les montrant en train de crier et de gifler des soldats.*

Ces femmes ne sont pas que des résistantes provocatrices comme elles ont été dépeintes. Leurs actions et réactions ne sont que les conséquences de plusieurs années d'humiliation et de dégradation faites à une famille et à la population.

Ahed, maintenant âgée de 16 ans, était autrefois une fillette timide qui chuchotait à peine quand on lui posait des questions. Sa voix était douce et elle se prêtait à une vulnérabilité qui vous conduisait naturellement à vous



montrer prudent et gentil envers elle.

Elle était la petite fille du village de Nabi Saleh, à la chevelure indomptable. Et dont l'épaisseur et le volume, pourtant, ne l'ont pas protégée des horreurs qui ont éclaté tout autour d'elle.

Je me souviens de la première fois où je suis allée à Nabi Saleh pour la manifestation hebdomadaire contre l'expansion des colonies. C'était un jour d'été avec, au-dessus de nous, le soleil qui nous brûlait impitoyablement. Mon t-shirt était trempé de sueur et mes poumons me brûlaient à cause des gaz lacrymogènes. C'était aussi la première fois que je rencontrais Nariman Tamimi.

Nariman est une mère de quatre enfants, mais elle est aussi la femme qui recueille tout ce qui entre dans sa maison.

À l'époque, aucune de nous ne connaissait l'autre, ni ne savait que nous serions liées par la tragédie. Mais quand les soldats ont essayé de nous arrêter, moi et ma jeune cousine, alors Nariman s'est tout de suite interposée, sans hésiter.

Ses mains se sont agitées férocement en se cramponnant à une caméra vidéo en tentant vainement de faire connaître les violations que l'armée était capable de commettre. Malgré sa nervosité évidente, elle a élevé la voix et hurlé aux soldats en armes : « *Ce sont mes filles, vous ne les prendrez pas* ».

Avant cela, mes genoux vacillaient et mon cœur palpitait car j'avais peur d'être arrêtée. Mais là, j'ai été submergée par un sentiment de calme. Cette jeune femme, qui ne savait même pas mon nom, avait tout de suite risqué sa propre vie pour assurer ma sécurité.



*Photo : La Palestinienne Ahed Tamimi (R), 16 ans, militante bien connue menant campagne contre l'occupation d'Israël. L'armée israélienne a arrêté Tamimi le 19 décembre 2017, après qu'une vidéo devenue virale l'a montrée en train de gifler des soldats israéliens en Cisjordanie occupée alors qu'ils restaient impassibles.*

Sous toute sa force et sa détermination, le hurlement de Nariman est une petite partie d'elle-même. C'est une femme qui supporte fermement ses cicatrices et qui peint un monde de rêves où elle est simplement une femme palestinienne.

À certains moments, elle s'asseyait au balcon de sa maison à Nabi Saleh pendant que nous sirotions un thé et que nous imaginions un autre monde. D'une manière ou d'une autre, c'était toujours un moment où nous aurions pu ne jamais nous rencontrer, parce que nous n'avions pas à nous rencontrer. Nous ne manifestions pas, nous ne combattions pas pour notre droit à la sécurité, nous vivions juste les banalités de la vie.

Nous construisions une toile de réalités pleines de couleurs, mais elles ont toujours été massacrées par les souvenirs de chagrins, de douleurs et de violences.

La voix de Nariman se brisait alors qu'elle rappelait l'histoire de son frère Rushdie Tamimi, qui a rendu son dernier souffle dans ses bras après qu'il a été abattu par les forces israéliennes. Sa mort est survenue juste un an après que son cousin Mustafa Tamimi, étendu dans une mare de sang, a été pris pour cible par un soldat israélien.

« *Ceux qui vivent* », m'a-t-elle dit, « *ne sont pas vraiment en train de vivre* ». Elle continuait en rappelant comment son époux avait été incarcéré, comment elle racontait à ses enfants l'histoire de sa force, car elle ne pouvait pas se permettre de s'effondrer devant eux.

Je me souviens quand elle a couru serrer dans ses bras son époux Bassem qui venait d'être libéré de prison. Ce moment de joie a été suivi par l'emprisonnement de son fils aîné, Waed. Avec ses enfants jouant au loin, nous essayions de nous souvenir des noms de ces dizaines de personnes qu'elle aimait et qui avaient été arrêtées, qui étaient torturées, blessées, ou tuées. Nous oublions presque toujours quelqu'un.



*Photo : Ahed Tamimi a été filmée alors qu'elle repoussait et giflait deux soldats des FDI. (Bassem Tamimi)*

Tandis que Nariman porte le poids de ces expériences, ses enfants essaient tranquillement de donner un sens à tout cela. C'est le même sort pour la plupart des enfants palestiniens.

Ahed, qui avait à peine neuf ans quand les manifestations ont commencé, se pose aussi comme un témoin de toutes les injustices commises par les forces israéliennes. La petite fille à la voix timide a réalisé très jeune qu'elle ne pouvait pas se permettre de rester silencieuse, que les chuchotements sont un luxe que peuvent se permettre ceux qui n'ont pas à défendre leurs maisons contre des raids quotidiens, l'annexion de leur terre, ou l'incarcération.

Cela fait quelques années, quand les forces israéliennes ont tenté d'arrêter son frère, qu'Ahed est devenue un phare d'espoir et de résistance dans le village. Son corps maigre, plein de rage, elle brandissait le poing devant les soldats israéliens alors qu'ils s'agrippaient à leurs armes.

Si Nariman et Ahed en ont aidé beaucoup à se sauver d'une possible arrestation, elles n'ont pas pu se sauver elles-mêmes. La réalité de l'emprisonnement est inévitable pour les Palestiniens actifs contre l'agression israélienne.

Bien qu'adolescente, Ahed est jugée par un tribunal militaire israélien qui a un taux de condamnations de 99,7 %. Depuis 2012, l'armée israélienne a gardé, chaque mois, en moyenne 204 enfants palestiniens en détention, dont plus des trois quarts ont subi une forme ou une autre de violences physiques après leur arrestation.

Le crime dont les Tamimi sont accusées s'orienté vers l'incitation et l'agression. Ce que le tribunal israélien ne peut concevoir, et qu'il refuse de reconnaître, c'est le fait que la présence de soldats dans la maison des Tamimi était, en premier lieu, injuste et qu'elle faisait partie d'une occupation illégale.

Pour ajouter à la colère, quelques instants juste avant qu'Ahed et sa cousine Nour ne soient filmées en train de hurler sur l'armée, les mêmes soldats investissaient leur maison et abattaient d'une balle dans la tête le cousin d'Ahed, Mohammad Fadel Tamimi, 14 ans. Il est actuellement en soins intensifs, d'après les médias palestiniens et les organisations de défense des droits humains.

Tous les membres de cette famille ont été arrêtés, à l'exception des deux plus jeunes garçons, Mohammad, 14 ans, et Salam, 12 ans. La triste réalité est que si ces injustices se poursuivent, un jour, nous pourrions avoir à demander aussi la libération de ces deux-là.

Nariman m'a dit une fois, « *ce lieu est un lieu d'enfances massacrées* ». Et de poursuivre, avec sa voix pleine d'amour et de tendresse : « *Peut-être que vos enfants auront vraiment une chance* ».

*Mariam Barghouti est une auteure basée à Ramallah. Vous pouvez la suivre sur Twitter.*

Traduction : JPP pour l'Agence Média Palestine

Source : [Newsweek](#)

---

**« Wajib », le candidat palestinien à l'Oscar du meilleur film étranger, réalise de nombreuses**

# ventes

Par Nick Vivarelli, le 13 Décembre 2017



Crédit : fourni par le Festival du Film de Locarno

La société de distribution française Pyramide International a enregistré de nombreuses ventes pour le film "Wajib". Réalisée par la cinéaste palestinienne Annemarie Jacir, le film est candidat pour représenter la Palestine à l'Oscar du meilleur film en langue étrangère, et vient de tirer sa révérence au Moyen-Orient lors du Festival Film de Dubai.

À l'affiche de cette comédie ironique, les célèbres acteurs palestiniens Mohammad Bakri et Saleh Bakri, qui travaillent ensemble pour la première fois.

Le film a été acquis par Satine Films pour l'Italie ; Festival Films pour l'Espagne ; Potential Films pour l'Australie et la Nouvelle Zélande ; Astro pour l'Asie du Sud Est et Times Vision pour la Chine. Amazon a acheté les droits de diffusion internet pour les États-Unis où les droits de représentation restent ouverts.

"Wajib", c'est l'histoire d'un père divorcé et de son fils qui dans une vieille Volvo roulent autour de Nazareth et distribuent des invitations pour le mariage d'une parente.

On assiste alors aux aléas de leur relation, pour le moins compliquée. Ce film “englobe les différences entre les Palestiniens vivant en Israël et ceux vivant à l'étranger,” explique le critique de cinéma Jay Weissberg pour *Variety*.

Produit par Jacir et son mari Ossama Bawardi, sous leur enseigne commune basée en Jordanie, Philistine Films, avec différents partenaires, “Wajib” a été en partie fondé par la plateforme de coproduction Dubai Film Connection. Le film a été lancé cet été à l'occasion du Festival du Film de Locarno avant d'enchaîner avec, entre autres festivals, Toronto, Londres et Mar del Plata – où il remporte l'Astor d'or du meilleur film.

Le film est la troisième œuvre de Jacir, après “When I Saw You” et “Le sel de la mer”.

Traduction : Lauriane G. pour l'Agence Média Palestine

Source : [Variety.com](http://Variety.com)

---

## **Pétition: Liberté pour Ahd Tamimi!**

Chères et chers ami·e·s ,

Ahd Tamimi a été sortie de son lit en pleine nuit et arrêtée. ☐☐Ahd est une enfant et, comme des milliers d'enfants palestiniens, elle risque d'être humiliée et brutalisée si nous n'obtenons pas rapidement sa libération. ☐☐Dès l'âge de 7 ans, Ahd était déjà sur la ligne de front et défendait la Palestine. Aujourd'hui Ahd a besoin que nous la défendions, elle. ☐☐Ajoutez votre nom pour faire libérer Ahd et tous les enfants emprisonnés.



Les dirigeants du monde entier recevront votre demande, ainsi que l'avocate d'Ahed, qui communiquera avec Ahed derrière les barreaux pour accroître sa force face aux effrayantes techniques d'interrogatoire des membres de l'armée israélienne.

□□[Ajoutez votre nom](#) □□Aux dirigeants du monde entier :  
□□*Nous exigeons qu'Ahed et tous les enfants palestiniens soient libérés dès maintenant des prisons israéliennes.*  
□□*La communauté internationale doit mettre fin aux mauvais traitements infligés aux enfants palestiniens et à leur incarcération. Ça suffit.* □□*Pour Ahed et tous les enfants enfermés dans les prisons israéliennes : Nous sommes à vos côtés, vous êtes présents dans nos cœurs. Nous ne céderons pas jusqu'à ce que vous soyez libres. Vous n'êtes pas seuls.* □□[Ajoutez votre nom](#) □□

Dans l'espoir que l'avenir sera meilleur pour nos enfants,  
□□Fadi, Rewan, Mohammad et l'équipe d'Avaaz

Source: [https://secure.avaaz.org/campaign/en/free\\_ahed/](https://secure.avaaz.org/campaign/en/free_ahed/)

Traduction: SM

---

## Trump, Jérusalem et l'avenir de la Palestine

Par Nur Arafah, Dana El Kurd, Munir Nuseibah, Victor Kattan, Tareq Baconi, le 18 décembre 2017



Des femmes palestiniennes tiennent une banderole pendant une manifestation à Gaza contre la décision du président américain Donald Trump de reconnaître Jérusalem comme capitale d'Israël, le 17 décembre 2017. Photo: Ashraf Amra

Que signifie la reconnaissance par Trump de Jérusalem comme capitale d'Israël pour l'avenir de la Palestine et pour les Palestiniens, et que révèle-t-elle de la politique américaine ? Les analystes politiques d'Al-Shabaka examinent ces questions et conseillent à la société civile et aux dirigeants de Palestine des voies pour sauvegarder les droits des Palestiniens face à un tel retour en arrière.

Nour Arafah estime que l'annonce de Trump cimenterait le régime d'apartheid israélien et la politique de « judaïsation » de Jérusalem et en appelle à l'AP pour qu'elle mette fin à la coordination avec Israël et déclare nuls les accords d'Oslo. Dana El Kurd argumente que la prise de position américaine crée deux cadres juridiques opposés pour Jérusalem, un qui suit le droit international et un autre qui s'incline devant les intérêts israéliens. « La déclaration de Trump établit un précédent vers une

reconnaissance juridique plus large » à l'avenir écrite. « Les Palestiniens devraient considérer de nouvelles façons de résister à la colonisation israélienne ».

Mounir Nouseibah estime quant à lui que l'évolution actuelle confirme que les USA sont un mauvais médiateur. « Le seul résultat positif est que cela met fin à l'illusion que « le processus de paix » est légitime », écrit-il.

Victor Kattan et Tareq Baconi recommandent à l'AP des voies pour répondre et avancer. Tandis que Kattan met en avant un certain nombre de stratégies à l'intention des dirigeants, dont le fait d'appeler davantage d'États à reconnaître la Palestine et à consacrer plus d'énergie à produire une vision concrète de l'État que le leadership entend établir, Baconi en appelle à l'AP pour qu'elle se restructure dans la perspective de ré-orienter la lutte palestinienne – mais de manière à atténuer les inconvénients économiques de sa chute.

### **Nour Arafah**

L'annonce de Trump cimenter le régime d'apartheid d'Israël et la politique de « judaïsation » de Jérusalem et en accélère la dépossession des Palestiniens. Depuis le début de l'occupation de 1967, Israël s'est engagé dans la transformation de Jérusalem, ville multi-religieuse et multi-culturelle, en ville juive « réunifiée » sous son contrôle exclusif.

Cela a accéléré la judaïsation de la ville via une politique qui affecte son paysage géographique et physique, censée endiguer la « menace démographique » que représenteraient les Palestiniens. Au nom de cette politique la construction du Mur a commencé en 2002 ; la révocation du statut de résidence des Jérusalémites palestiniens s'est faite sous le prétexte de « violation d'allégeance » ; des restrictions ont été appliquées au

regroupement familial ; une politique urbaine et d'aménagement discriminatoire a été mise en œuvre; les principales institutions palestiniennes de Jérusalem-Est ont été fermées. Un effondrement économique délibérément organisé à Jérusalem a accompagné cette politique, comme l'ont mis en évidence la détérioration du secteur du tourisme et la récession commerciale de la Vieille Ville.

En reconnaissant Jérusalem comme capitale d'Israël, l'administration américaine donne carte blanche au gouvernement israélien pour son action de judaïsation, pour l'expansion des colonies israéliennes illégales et pour une intensification des mesures israéliennes d'annexion et de la politique discriminatoire contre le peuple palestinien. Evidemment, après l'annonce de Trump, le ministre israélien du logement, Yoav Galant a annoncé un plan de construction de 14 000 unités de logement dans des colonies de Jérusalem occupée.

En outre, l'annonce de Trump encourage les incursions d'Israéliens juifs de droite sur l'esplanade de la mosquée d'Al-Aqsa à se développer – incursions qui ont provoqué des heurts avec des Palestiniens. Elles sont susceptibles de déclencher une violence à grande échelle et un bain de sang, tout comme en 2000 lorsque le passage provocateur d'Ariel Sharon sur l'esplanade a entraîné la deuxième intifada. De plus, toute menace sur Al-Aqsa – dont les extrémistes israéliens souhaitent le transfert à La Mecque afin de construire un temple sur le site – allumerait des éruptions majeures dans le monde arabe et musulman. Cela serait cause de la polarisation religieuse de ce qui a été historiquement un conflit politique, enraciné dans la dépossession forcée, le déplacement, le nettoyage ethnique et la marginalisation économique des Palestiniens.

L'AP devrait répondre à la déclaration de Trump en cessant de se coordonner avec Israël et en déclarant nuls les accords d'Oslo, mettant ainsi fin au soi disant processus

de paix et au rôle discutable des États Unis comme « honnête médiateur pour la paix ».

### **Dana El Kurd**

Les USA n'ont jamais été un honnête médiateur sur la question de la Palestine et leur reconnaissance de Jérusalem comme capitale d'Israël ne fait que le confirmer. Le geste des États Unis aura des effets profonds par le précédent juridique qu'il instaure, de même que sur la vie des Palestiniens sous occupation.

L'annonce de Trump crée deux cadres juridiques opposés sur la question de Jérusalem – c'est du moins ce qu'Israël va avancer. Le droit international n'a pas changé et une grande majorité dans le monde a exprimé son adhésion à l'idée d'une capitale partagée. Pour autant, quand la superpuissance du monde qui siège au Conseil de sécurité de l'ONU et contrôle des bases militaires sur toute la planète décide unilatéralement qu'une partie au conflit est propriétaire d'un territoire contesté, cela établit un précédent pour une reconnaissance juridique plus large à l'avenir. Des recherches ont montré qu'en dépit de l'apparence de multiculturalisme, les USA peuvent exercer une large influence sur les positions et la politique d'organisations internationales. Le consensus actuel à l'ONU sur la question de Jérusalem ne suffit donc pas : si les USA ont pris une position, nous pouvons nous attendre à ce que ses alliés les suivent et utilisent la décision américaine comme justification.

La déclaration apportera aussi une couverture légale encore plus grande pour la poursuite de la colonisation israélienne dans ce qu'il restera des zones palestiniennes de Jérusalem. En complément du vol de terre palestinienne dans Jérusalem-Ouest en 1948, Israël a réussi à développer les colonies – comme Ma'ale Adoumim et Pisgat Ze'ev – au cœur de Jérusalem-Est.

Israël a aussi utilisé le Mur pour couper des quartiers palestiniens tel Abou Dis qui est contigu à la municipalité officielle de Jérusalem. Les habitants des zones restantes de Jérusalem-Est vivent dans des conditions économiques difficiles, payant des impôts au gouvernement israélien pour des services dont ils ne bénéficient jamais. Ils courent aussi constamment le risque de voir leur maison détruite ou d'être expulsés en pleine nuit par des colons accompagnés de soldats armés.

Le geste de Trump intervient en même temps que de graves polarisations au sein des gouvernements arabes – un moment que l'administration américaine et ses prestataires israéliens ont préparé et dont ils ont tiré à leur avantage. Ils ont aussi profité du fait qu'un bon nombre de régimes arabes se sont eux-mêmes alignés sur le camp Trump-Kushner dans la politique américaine, alors même que l'administration et la famille Trump sont mis en examen et de plus en plus impopulaires chez les Américains. De plus, ce geste s'est produit malgré le fait qu'une écrasante majorité d'Arabes considèrent que la cause palestinienne leur importe personnellement – à tel point que des manifestations ont éclaté de la Tunisie au Qatar. Mais, comme d'habitude, des régimes autocratiques arabes semblent penser que la répression à court terme vaincra les aspirations et les allégeances de leurs citoyens.

En réponse à ce niveau sans précédent d'arrogance américaine et de connivence des régimes arabes, les Palestiniens devraient être prêts et désireux de considérer de nouvelles voies de résistance à la colonisation israélienne. Cela devrait comporter une évaluation sérieuse sur la question de savoir si le paradigme de deux États imposé par les accords d'Oslo est définitivement dépassé.

### **Mounir Nuseibah**

La reconnaissance de Jérusalem comme capitale d'Israël par

Trump envoie le message que quel que soit le degré de violation du droit international par Israël, de telles violations ne demandent que du temps pour être reconnues. Israël a colonisé la partie ouest de Jérusalem depuis 1948 et sa partie est depuis 1967, déplaçant pendant tout ce temps-là la population indigène palestinienne pour accroître la part des habitants juifs. Cette politique a été menée en violation du droit international et la communauté internationale s'est systématiquement abstenue de reconnaître sa légitimité. La rupture de ce consensus par Trump est un précédent dangereux qui favorise l'affirmation par Israël que la force fait le droit.

Après le discours de Trump, le président palestinien Mahmoud Abbas a déclaré que les USA ne sont plus un médiateur fiable pour le « processus de paix ». Le geste de Trump confirme simplement ce qu'on savait déjà : les USA ne sont pas un médiateur neutre et c'est une des principales raisons de l'échec de ce processus de paix. Même Obama, qui semblait vouloir exercer une certaine pression sur Israël pour arrêter la construction des colonies en Cisjordanie, a échoué à cause de l'immense pouvoir des cercles politiques et des médias américains. Trump n'est donc pas le seul problème.

Le seul résultat positif du geste de Trump est qu'il met fin à l'illusion de la légitimité du « processus de paix ». Il force l'OLP à repenser complètement la cause palestinienne, y compris la viabilité de la solution à deux États. Pour autant, l'OLP ne semble pas avoir de stratégie alternative au statu quo. La société civile palestinienne devra même jouer un rôle plus important pour défendre les droits des Palestiniens aux niveaux local, régional et international.

**Victor Kattan**

La réponse de l'AP à l'annonce de Trump sur Jérusalem était



prévisible. Ses dirigeants ont publié une déclaration indignée. La Ligue Arabe et l'Organisation de Coopération Islamique (OCI) ont tenu des sommets d'urgence. Il y a eu trois « jours de colère ».

Mais il est futile de la part d'États arabes ou d'organisations internationales de publier des résolutions demandant aux États Unis d'inverser leur position. Trump ne va pas dénoncer sa déclaration. Tandis que les effets de manche de l'AP vont lui donner quelques jours ou semaines de répit, les gens vont exiger des résultats. Pratiquement aucun gouvernement arabe n'a convoqué un ambassadeur américain ou un chargé d'affaires pour leur demander de protester contre la décision. Le président Abbas a dit que la Palestine « transférerait tout le dossier du conflit aux Nations Unies », mais on a du mal à voir ce que l'ONU peut faire. Tant qu'il n'y a pas de pression sur Israël, il y aura peu de changement. Malgré le discours audacieux du président Erdogan à l'OCI, la Turquie ne fait pas grand chose pour aider les Palestiniens, concrètement. Au lieu de suspendre les relations diplomatiques avec Israël comme Erdogan a dit qu'il le ferait, Ankara noue des relations plus étroites avec Tel-Aviv. Il en va de même pour de nombreux États arabes.

Il est nécessaire que l'AP adopte une approche plus sophistiquée. Elle doit dire clairement que la reconnaissance de Jérusalem comme capitale partagée d'un État palestinien en paix avec Israël est la norme de tout engagement futur auprès des États Unis. La direction palestinienne devrait faire appel à plus d'États pour la reconnaissance de la Palestine, en particulier les États européens qui sont assis entre deux chaises. L'AP devrait dire clairement à l'UE qu'elle ne se satisfait pas de la répétition des mêmes déclarations année après année. L'UE devrait considérer la possibilité de publier une déclaration du type de celle de Trump disant que l'UE

reconnait Jérusalem comme la capitale de la Palestine mais que cette reconnaissance n'affecte pas le futur statut de Jérusalem, ni les frontières, ni les lieux saints. Etant donné que l'UE est peu susceptible d'être d'accord avec cette proposition, au niveau du Conseil, l'AP devait encourager des États européens individuellement à rompre les rangs et à reconnaître la Palestine, ainsi que l'Islande, la Suède et le Vatican l'ont fait. L'AP devrait créer une taskforce, identifier les États qui seraient favorables à une telle initiative et s'adresser à eux.

L'AP pourrait aussi considérer la possibilité de demander à des États qui ont des consulats généraux à Jérusalem-Est de les faire accéder au niveau d'ambassades de l'État de Palestine. La Suède, la Turquie et le Vatican l'ont déjà fait. L'AP devrait demander à la Belgique, à la France, à l'Italie, à l'Espagne et à la Grande Bretagne de faire de même. L'AP devrait aussi demander à l'administration Trump ce qu'elle prévoit de faire de son consulat général à Jérusalem. Pour empêcher Israël de déclasser le statut de consulat général, la Belgique, la France, l'Italie, l'Espagne et la Grande Bretagne peuvent agiter la carotte de la reconnaissance de Jérusalem-Ouest comme capitale d'Israël et de Jérusalem-Est comme capitale d'un État de Palestine, tout comme l'a fait la Russie un peu plus tôt cette année. De plus, l'UE pourrait conditionner le déplacement des ambassades de ses autres États membres de Tel Aviv à Jérusalem à un arrêt total de la construction de colonies par Israël.

Il est possible que certains ministres israéliens fassent appel au gouvernement pour qu'il annexe la zone C de Cisjordanie. On peut douter que Netanyahu le fasse tant qu'il est premier ministre. Par précaution, l'AP peut vouloir considérer la possibilité de demander à l'Assemblée générale de l'ONU de demander un avis consultatif à la Cour Internationale de Justice sur les conséquences juridiques

(ou du moins une mention) de la reconnaissance de Trump, à la lumière des précédentes résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU qui ont qualifié l'annexion de Jérusalem de « nulle et non avenue ».

L'AP devrait davantage canaliser son énergie à élaborer une vision palestinienne concrète de l'État qu'elle veut établir à Jérusalem-Est, en Cisjordanie et dans la bande de Gaza, et développer une communication claire et efficace à l'échelle mondiale. La meilleure façon de le faire serait que la direction palestinienne publie un schéma actualisé de la solution à deux États qui devrait aller plus loin que l'Initiative de Paix Arabe (IPA) qui pourrait alors être la base de discussions constructives avec Israël. Impliquer des États arabes dans des conversations de paix avec Israël n'est pas nécessairement une mauvaise stratégie, mais l'AP doit exprimer clairement quel est son but ultime et ce sur quoi elle est prête à négocier. L'AP doit prendre l'initiative de conduire ces conversations et ne pas laisser d'autres États arabes venir avec des propositions de paix qu'ils auront pensées pour les Palestiniens. Ces États n'ont pas l'expertise ni la connaissance qu'ont les Palestiniens de leur propre situation. Lorsque les passions se seront calmées, l'AP se rendra quand même compte qu'elle devra traiter avec les États Unis, avec Israël et avec le fait que Jérusalem reste sous occupation israélienne.

L'AP doit continuer à signifier clairement que le différend israélo-palestinien n'est pas une question religieuse. Elle devrait engager les dirigeants religieux chrétiens, juifs et musulmans à envoyer un message clair aux USA disant que Jérusalem est sacré pour toutes les religions et que les Palestiniens ne désirent pas voir se prolonger les troubles.

L'AP doit s'assurer que les manifestations en Cisjordanie restent pacifiques et le Hamas doit cesser d'envoyer des roquettes en Israël. Les Palestiniens de Jérusalem doivent

rester inébranlables et faire entendre leur voix. Les militants palestiniens devraient donner la parole aux leaders locaux et aux dirigeants religieux et collaborer avec les médias.

La coopération pour la sécurité avec Israël devrait continuer, mais il devrait être clairement signifié aux États qui financent les services de sécurité palestiniens que cette coopération se fera plus difficilement s'ils ne reconnaissent pas un État de Palestine avec Jérusalem pour capitale.

### **Tareq Baconi**

La reconnaissance par Trump de Jérusalem comme capitale d'Israël a rendu plus incertain que jamais l'avenir de l'Autorité Palestinienne. Il faut affirmer fortement que le leadership palestinien actuel doit démissionner et que l'AP doit être démantelée, étant donné qu'elle a activement soutenu la farce selon laquelle une limitation de son auto-organisation couplée avec des négociations pourrait conduire à la libération et à la jouissance d'un État.

L'AP offre néanmoins un filet de sécurité crucial pour les Palestiniens sous occupation et son effondrement aurait un impact significatif sur ceux dont les conditions de vie en dépendent. Donc, les membres de la société civile de même que les leaders palestiniens doivent commencer à prendre des mesures pour restructurer l'AP d'une manière qui affaiblirait la nuisance au plan économique entraînée par l'effondrement de l'AP, tout en s'assurant qu'elle ne continue pas à agir comme un sous-traitant de l'occupation israélienne.

Un certain nombre de mesures immédiates doivent être prises. Tout d'abord, la coordination sécuritaire doit cesser. Plutôt que de réprimer des actes de désobéissance civile et des actions de résistance, l'AP doit autoriser et

donner des moyens à de telles actions selon des lignes directrices claires formulées dans un cadre représentatif. Plus important, l'AP doit être reconfigurée pour soutenir une ré-orientation de la lutte palestinienne. L'OLP devrait en être la tête et elle doit évoluer à partir des négociations vers une lutte anti-apartheid basée sur les droits.

Les militants, dirigeants et membres de la société civile de Palestine devraient être le fer de lance de cette ré-orientation de plusieurs façons. Cela comporte le renforcement d'alliances visant à élever le niveau de la solidarité internationale avec la lutte palestinienne, étendre et renforcer la croissance d'un mouvement mondial de boycott, porter des cas devant la Cour Pénale Internationale et utiliser les outils qui ont été protégés (et paradoxalement classés) dans des instances internationales dont l'ONU, accroître la pression sur les membres de la communauté internationale pour qu'ils tiennent Israël responsable de ses violations du droit international.

Alors que les Palestiniens sont susceptibles de souffrir au maximum du retour de bâton qui s'ensuivra, ils devront mener dans les territoires occupés des actions de désobéissance civile contre leurs dirigeants politiques en Cisjordanie, y compris à Jérusalem-Est, et dans la bande de Gaza pour avoir échoué à une réconciliation effective et à la poursuite de la réforme de l'OLP, aussi bien que contre l'occupation. Dans la diaspora de la région, la communauté palestinienne doit se mobiliser contre les régimes arabes plus puissants que jamais dans leur collusion avec Israël et l'administration Trump. Aux États-Unis et au Royaume Uni, la diaspora palestinienne doit continuer à faire des progrès afin de donner plus de puissance au mouvement de solidarité internationale tout en développant au plan stratégique le pouvoir du mouvement palestinien à la base

pour faire avancer une lutte fondée sur les droits.

### ***Présentation des auteur-e-s:***

#### **Nur Arafeh**

Nour Arafeh, analyste de Al-Shabaka a été membre de l'équipe de politique palestinienne de 2015 à 2017. Nour est actuellement boursière de la Fondation Rhodes et elle prépare un doctorat en développement économique à l'Université d'Oxford. Auparavant, elle a travaillé comme chercheuse associée à l'Institut de recherche sur la politique économique palestinienne (MAS) et a été intervenante invitée en Économie au Bard College de Al-Quds. Elle est titulaire d'une double licence en sciences politiques et en économie de l'Université Columbia et détient un DEA de philosophie en études de développement de l'Université de Cambridge.

#### **Dana El Kurd**

Membre d'Al-Shabaka, Dana El Kurd détient un doctorat en science de gouvernement de l'Université du Texas à Austin. Elle se spécialise en politiques comparées et en relations internationales. Sa thèse explore la façon dont les parrains internationaux influent sur le renforcement autoritaire dans les territoires palestiniens. Dana écrit régulièrement pour des publications telles que Al-Araby, al-Jadded, le « Washington Post's Monkey Cage blog » et Foreign Affairs. Elle travaille actuellement en tant que chercheuse au Centre Arabe pour la recherche et les études sur la politique et son institution sœur, l'Institut d'études avancées de Doha.

#### **Mounir Nouseibah**

Conseiller politique d'Al-Shabaka, Mounir Nouseibah est avocat spécialisé sur les droits humains et universitaire basé à l'Université Al-Quds de Jérusalem, en Palestine. Il

est assistant professeur à la faculté de droit de l'Université Al-Quds ; il est aussi directeur (et cofondateur) de la clinique pour les droits humains de Al-Quds, le premier programme du monde arabe accrédité pour la formation post doctorale en droit; et il est directeur du Centre d'action communautaire de Jérusalem. Il est titulaire d'une maîtrise en études de droit international du Washington College de droit de l'Université américaine de Washington DC et d'un doctorat de l'Université de Westminster à Londres, au Royaume Uni, où sa thèse traite des déplacements forcés dans le conflit palestinien-israélien, droit international et justice transitionnelle.

### **Victor Kattan**

Conseiller politique d'Al-Shabaka, Victor Kattan est chercheur senior de l'Institut du Moyen Orient de l'Université nationale de Singapour. Auparavant, il a été directeur de programme à Al-Shabaka et était boursier postdoctoral à la faculté de droit de l'Université nationale de Singapour. Il est l'auteur de « *From Coexistence to Conquest: International Law and the Origins of the Arab-Israeli Conflict, 1891-1949* » (de la coexistence à la conquête : le droit international et les origines du conflit arabe-israélien, 1891-1949) (Londres, Pluto Books 2009) et de « *The Palestine Question in International Law* » (la question palestinienne dans le droit international) (Londres, Institut britannique de droit international et comparé, 2008). Il a été conseiller juridique du Projet de soutien aux négociations palestiniennes de 2012-2013 et assistant à l'Université de l'École de Londres d'Études Orientales et Africaines (SOAS) de 2008 à 2011, où il a obtenu son doctorat en 2012. Il a travaillé pour l'Institut Britannique de droit international et comparé de 2006 à 2008, pour Arab Media Watch de 2004 à 2006 et pour le Centre de ressources BADIL pour le droit de résidence des Palestiniens et les droits



des réfugiés de 2003 à 2004.

### **Tarek Baconi**

Analyste d'Al-Shabaka, Tareq Baconi a été membre d'Al-Shabaka sur la politique américaine de 2016 à 2017. Son livre en préparation « Hamas Contained : The rise and pacification of Palestinian Resistance (Le Hamas confiné : essor et pacification de la résistance palestinienne) est publié par les Presses de l'Université de Stanford. Tareq détient un doctorat en relations internationales du Kings Collège de Londres, qu'il a achevé tout en menant une carrière de consultant en énergie. Il est aussi diplômé de l'Université de Cambridge (en relations internationales) et du Collège Impérial de Londres (en ingénierie chimique). Tareq a une bourse de séjour sur le Projet Moyen Orient des USA. Ses écrits ont été publiés dans Foreign Affairs, Sada : dotation Carnegie pour la Paix dans le monde, le Guardian, l'Huffington Post, le Daily Star, Al Ghad et Open Democracy.

Traduction : SF pour l'Agence Media Palestine

Source : [Al-Shabaka](#)

---

## **Ibrahim Abu Thurayya : une icône de dignité et de résistance**

Par Shahd Abusalama, le 18 décembre 2017



***Ibrahim Abu Thurayya a porté un défi à son invalidité et à son occupant. (Ezz Al-Zanoon / APA images)***

Comment devrais-je pleurer la mort de quelqu'un qui comme beaucoup d'autres- a été tué simplement parce qu'il était palestinien ?

Ibrahim Ab Thurayya a été abattu par Israël vendredi dernier le long de la frontière de Gaza avec Israël.

Mes idées et mes sentiments à propos de ce meurtre sont complexes et ne peuvent s'exprimer entièrement avec des mots.

Abu Thurayya était en réalité l'une des quatre personnes tuées par Israël le même jour. Ces meurtres ont eu lieu dans le cadre des manifestations contre la décision de Donald Trump de reconnaître Jérusalem comme capitale d'Israël.

Cependant, parce qu'il avait dû être amputé précédemment de ses deux jambes, les médias locaux et internationaux ont prêté plus d'attention à l'histoire d'Abu Thurayya qu'aux épreuves subies par la plupart des victimes palestiniennes.

De nombreux articles sur son assassinat ont mis en lumière le fait qu'Abu Thurayya ne représentait aucune menace pour

les militaires israéliens.

Les Palestiniens tués par Israël ne représentent généralement aucune menace pour les forces lourdement armées de cet Etat. Malgré tout, la question de savoir s'il représentait une menace ne devrait même pas se poser.

Le question elle-même ignore la dynamique du pouvoir entre un soldat au service d'une puissance occupante et des civils qui ont passé toute leur vie sous occupation. Poser la question de savoir si un Palestinien représente une menace est un moyen subtil de faire retomber le blâme sur les victimes.

Je ne souhaite absolument pas raconter l'histoire d'un homme de 29 ans dont l'invalidité ne l'a pas mis à l'abri des armes létales d'Israël. Nous avons perdu tant de gens que nos blessures ne se sont jamais cicatrisées. Un nouveau meurtre approfondit la douleur ressentie dans nos plaies ouvertes.

### **Déshumanisation**

Je connais trop bien le niveau de déshumanisation auquel nous soumet Israël.

Israël et ses soutiens nous décrivent ouvertement comme une « menace démographique ». Notre histoire et notre identité, en réalité notre existence même en tant que peuple menacent de détruire tous les mythes qu'Israël a propagés dans sa quête désespérée pour une « légitimité internationale ».

Je sais trop bien qu'être un Palestinien est une raison suffisante pour qu'Israël nous tue.

Pourquoi la tragédie spécifique d'Ibrahim Abu Thurayya devrait-elle soudain ouvrir les yeux des gens sur la brutalité d'Israël envers les Palestiniens ? Il existe des milliers d'autres exemples frappants – des enfants tués, battus (parfois devant les caméras) et terrorisés dans les prisons israéliennes – qui n'ont bénéficié que d'une

fraction de l'attention apportée à ce cas.

Je suis préoccupé de voir que nous avons plus de sympathie pour Abu Thurayya que pour d'autres victimes.

Abu Thurayya a dû être amputé des deux jambes après l'attaque par Israël d'avril 2008.

Sept autres personnes ont été tuées au cours de cette attaque. Elle a eu lieu pendant l'invasion israélienne du camp de réfugiés d'al-Bureij à Gaza.

Aurions-nous eu moins de sympathie pour Abu Thurayya s'il avait été tué dans cette attaque ? Il se serait agi de la même victime, de la même famille dévastée par la perte d'un être cher.

Ibrahim Abu Thurayya était bien plus qu'un homme qui avait perdu ses deux jambes. Il a largement fait remarquer cela lui-même.

Abu Thurayya a continué à travailler après qu'il a été attaqué. Il lavait des voitures pour gagner sa vie et a dit un jour : « SVP ne me regardez jamais comme un handicapé. Regardez le beau travail que je fais. »

Perdre ses jambes, a-t-il ajouté, n'est « pas la fin du monde et la vie doit continuer ».

### **Une attitude positive**

Abu Thurayya a refusé d'être enfermé dans son invalidité. Il a essayé de vivre aussi librement qu'il le pouvait dans la prison à ciel ouvert de Gaza.

Avec son attitude positive, il a fourni un exemple extraordinaire de dignité et de résistance.

Depuis avril 2008, Abu Thurayya est apparu dans beaucoup de récits médiatiques. Dans chacun de ces récits, il a dit à peu près la même chose : « Je porte un défi à mon invalidité, je porte un défi à Israël également. »

A sa manière propre, AbuThurayya avait remporté une

victoire sur les tentatives d'Israël pour déshumaniser les Palestiniens.

Son histoire nécessiterait un livre pour lui rendre justice – c'est une histoire qu'il faut placer dans l'expérience collective des Palestiniens du colonialisme israélien. Il y a cependant quelques composantes clés de cette histoire que nous ne devons pas oublier.

Il est né dans la troisième génération des réfugiés du camp de réfugiés de la Plage de Gaza. Lorsqu'il était adolescent, il a travaillé en tant que pêcheur. Tous les jours, il se risquait à sortir sur une humble embarcation dans les eaux où patrouillait la Marine israélienne – force qui utilise souvent des méthodes brutales pour empêcher les pêcheurs de Gaza d'exercer leur métier.

Abu Thurayya n'avait que 20 ans quand on a dû l'amputer des jambes. Il a continué à défier Israël jusqu'à la fin.

Son dernier acte de résistance a eu lieu vendredi dernier. Abu Thurayya faisait face à son oppresseur dans une manifestation. Un soldat israélien de l'autre côté de la barrière lui a tiré dessus, perforant sa tête avec une balle.

Abu Thurayya me rappelle Nadia, personnage de *Lettre de Gaza*, nouvelle que Ghassan Kanafani a écrite en 1956.

Nadia avait 13 ans quand elle a perdu une jambe lorsqu'Israël a accompli des massacres cette année-là. Elle avait été blessée alors qu'elle essayait de protéger ses frères et sœurs contre les bombes israéliennes.

Dans cette histoire, Kanafani implore un ami vivant en Californie de revenir à Gaza pour qu'il puisse « apprendre de la jambe de Nadia, amputée depuis le haut de la cuisse, ce qu'est la vie et ce que vaut l'existence ».

Peu avant d'être tué, Ibrahim Abu Phurayya a été filmé en

train de dire : « C'est notre terre et nous ne renoncerons pas. »

Son histoire peut nous en apprendre sur la vie. C'est pourquoi il faut la partager, l'enseigner et nous en souvenir.

*Note du rédacteur : Quelques modifications mineures ont été apportées à cet article depuis la publication initiale.*

Traduction : J. Ch. pour l'Agence Média Palestine

Source : [The Electronic Intifada](#)